Revue Internationale des Sciences de Gestion
ISSN: 2665-7473
Volume 9 : Numéro 4

La transformation digitale de l'administration fiscale au prisme de la gouvernance publique : une analyse bibliométrique

Digital Transformation of Tax Administration through the Lens of Public Governance: A Bibliometric Analysis

MESNI Kaoutar
Doctorante
Faculté d'économie et de gestion de Béni Mellal
Université Sultan Moulay Slimane
Laboratoire de recherche pluridisciplinaire en Économie et Gestion (LARPEG)
Maroc

AISSAOUI Awatif
Enseignante chercheuse
Faculté des sciences appliquées à Béni Mellal
Université Sultan Moulay Slimane
Laboratoire de recherche pluridisciplinaire en Économie et Gestion (LARPEG)
Maroc

Date de soumission : 05/10/2026

Date d'acceptation : 30/10/2026

Pour citer cet article :

MESNI K. & AISSAOUI A. (2026) «La transformation digitale de l'administration fiscale au prisme de la gouvernance publique : une analyse bibliométrique», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 9 : Numéro 4 » pp : 847 - 870

Résumé
La transformation numérique des administrations publiques touche particulièrement les administrations fiscales, qui dématérialisent leurs procédures pour améliorer leur efficacité, la qualité des services et les capacités de contrôle. Cet article examine la manière dont la littérature scientifique indexée dans Scopus articule la transformation numérique de l'administration fiscale et la gouvernance publique. Il s'appuie sur une analyse bibliométrique de 230 documents publiés entre 2015 et 2025, ainsi que sur une cartographie des cooccurrences de mots-clés réalisée avec VOSviewer. L'analyse descriptive révèle une forte hausse de la production scientifique en 2024 et 2025, principalement dans les domaines de la gestion, de l'économie et des sciences sociales. La cartographie met en évidence quatre regroupements thématiques, à savoir gouvernement numérique et transparence, conformité et administration fiscale, système et politique fiscaux, fiscalité et pays en développement. La transparence, le système fiscal et la conformité fiscale y occupent une position centrale, tandis que la transformation numérique apparaît comme le terme le plus récent et que l'intelligence artificielle se situe en position intermédiaire. Ces résultats sont interprétés à partir d'une grille articulant facteurs technologiques, mécanismes organisationnels, résultats administratifs et dimensions de gouvernance. Ils rendent compte de la structuration de la littérature indexée dans Scopus, sans permettre, à eux seuls, d'établir les effets de la numérisation fiscale sur la gouvernance. La confiance des contribuables, l'inclusion numérique, la protection des données et les décisions automatisées restent peu visibles dans ce corpus.
Mots clés :
Transformation digitale, Administration fiscale, Transparence, Conformité fiscale, Gouvernance publique, Analyse bibliométrique

Abstract
Digital transformation is increasingly reshaping public administrations, particularly tax administrations, as they digitize procedures to improve efficiency, service quality, and oversight. This article examines how the scientific literature indexed in Scopus connects the digital transformation of tax administration with public governance. It draws on a bibliometric analysis of 230 documents published between 2015 and 2025, 213 journal articles and 17 conference papers, using VOSviewer to map keyword co-occurrences. The descriptive analysis reveals a sharp increase in publications in 2024 and 2025, with research concentrated in management, economics and the social sciences. The keyword map identifies four thematic clusters namely digital government and transparency, tax compliance and tax administration; tax system and tax policy, and taxation and developing countries. Within this map, transparency, the tax system and tax compliance occupy central positions, while digital transformation emerges as the most recent term and artificial intelligence holds an intermediate position. The findings are interpreted through an analytical framework combining technological factors, organizational mechanisms, administrative outcomes and governance dimensions. They characterize the structure of the literature indexed in Scopus but cannot, on their own, establish the effects of tax digitization on governance. Taxpayer trust, digital inclusion, data protection and automated decision-making remain only marginally represented in the corpus.
Keywords :
Digital Transformation, Tax Administration, Transparency, Tax Compliance, Public Governance, Bibliometric Analysis

Introduction

De nos jours, la digitalisation est devenue l'un des principaux vecteurs de modernisation des administrations publiques, en modifiant leurs processus, leurs modes de communication et leurs outils de gouvernance. Depuis plus d'une décennie, plusieurs initiatives et réformes de numérisation ont été mises en place pour accroître l'efficacité et la disponibilité des services. Cependant, la digitalisation ne se limite pas au passage du papier au numérique, mais constitue une transformation fondamentale des mécanismes de l'organisation.

La fiscalité, dans ce mouvement mondial, occupe une place stratégique. Partout dans le monde, les administrations fiscales révisent leurs modes de contrôle et de gestion à mesure que les dispositifs numériques deviennent incontournables. Selon Lfarh et Kissami (2025), cette digitalisation des services fiscaux constitue un levier déterminant pour renforcer l'efficacité administrative, réduire les coûts de gestion et améliorer la transparence du système fiscal. Elle permet également de mieux détecter les comportements frauduleux et d'encourager la conformité des contribuables, contribuant ainsi à une gouvernance plus équitable (Hayat & Awatif, 2025). Amzil, Tourabi et Soufi (2026) rejoignent ce constat, notamment, la digitalisation des services publics modernise en profondeur les systèmes fiscaux, renforce la transparence et facilite la conformité des contribuables.

Ces travaux soulèvent toutefois plusieurs questions restées sans réponse. Bon nombre d'entre eux se concentrent sur un contexte national spécifique, en particulier le Maroc, et mettent principalement en lumière les avantages attendus de la numérisation. En examinant la littérature internationale dans son ensemble, on peut se demander si la numérisation fiscale est liée à la gouvernance publique ou principalement considérée comme une question de performance technique, quels sont les liens conceptuels entre technologies numériques, conformité fiscale, transparence et responsabilité publique, quelles dimensions restent marginales, telles que la confiance des contribuables, l'inclusion numérique, la protection des données ou les risques liés aux décisions automatisées. Ces questions concernent deux objectifs distincts à ne pas confondre. Le premier est bibliométrique, cartographier et caractériser la littérature indexée (volume, répartition, thèmes, évolution). Le second est interprétatif, à partir de cette cartographie, évaluer l'importance accordée à la gouvernance publique dans le traitement de la numérisation fiscale. Une analyse bibliométrique permet d'identifier des associations de termes, des réseaux et des tendances de publication, mais elle ne prouve pas que la numérisation améliore effectivement la transparence, l'équité fiscale ou la confiance des citoyens. La problématique est donc formulée comme suit « comment la

littérature scientifique indexée dans Scopus articule-t-elle la transformation numérique de l'administration fiscale et la gouvernance publique, et quelles dimensions de la gouvernance y sont peu abordées ? » Cela se décline en trois questions de recherche :

- Quelles sont les caractéristiques de la production scientifique du corpus (évolution, pays, auteurs, domaines, types de documents) ?
- Quels regroupements thématiques structurent le corpus, et quels termes y sont centraux ou plus récents ?
- Quelles dimensions d'une grille d'analyse (technologie, organisation, résultats administratifs, gouvernance) sont bien représentées, périphériques ou impossibles à évaluer à partir du corpus ?

Pour répondre à cette question, notre travail s'appuie sur une approche quantitative bibliométrique ; le recours à Scopus et à Vosviewer constitue, à ce titre, une démarche potentiellement adaptée à l'objectif annoncé.

L'article apporte une triple contribution : premièrement, il propose une cartographie documentée de la littérature recensée dans Scopus, en détaillant une démarche méthodologique qui peut être reproduite ; deuxièmement, il offre une grille d'interprétation des thématiques identifiées, conçue comme un outil d'analyse plutôt qu'un modèle explicatif ; troisièmement, il met en lumière des dimensions de la gouvernance peu explorées. Sur le plan du vocabulaire, le terme « transformation numérique » fait référence à la réorganisation des structures, des compétences et des modèles de gouvernance, tandis que « digitalisation » concerne la numérisation des processus et services. L'expression « transformation digitale », utilisée dans le titre, est assimilée à « transformation numérique ». L'organisation de l'article suit une structure claire. La première section s'attache à présenter la revue de littérature et la grille d'analyse. La deuxième section détaille la méthodologie bibliométrique, en précisant la requête, les critères de sélection et les paramètres adoptés. La troisième section expose les résultats descriptifs ainsi que la cartographie des cooccurrences de mots-clés, tout en les confrontant à la grille d'interprétation. La quatrième section constitue une discussion approfondie des résultats obtenus. Enfin, la conclusion aborde les limites de l'étude et ouvre sur des perspectives futures.

1. Revue de littérature et ancrage théorique

1.1. Transformation digitale de l'administration fiscale

Actuellement, la transformation digitale est l'un des leviers fondamentaux de modernisation des administrations publiques. Elle dépasse la simple numérisation des documents. La littérature distingue la digitalisation, qui a recours à des outils numériques pour moderniser les processus administratifs, de la transformation digitale qui nécessite une réorganisation des structures, des compétences et des modèles de gouvernance (Janowski, 2015). Le Conseil Économique, Social et Environnemental souligne à cet égard que cette transformation ne peut produire ses effets attendus que si elle s'inscrit dans une démarche responsable et inclusive, associant l'ensemble des parties prenantes (Conseil Économique, Social et Environnemental, 2022).

En particulier, l'administration fiscale a connu une évolution significative en matière de transformation digitale. Selon Lfarh et Kissami (2025), la modernisation des administrations fiscales marocaines repose essentiellement sur l'intégration progressive d'outils numériques et d'intelligence artificielle, ce qui pose de nouveaux défis en matière de gouvernance fiscale. Dans le même contexte, Hayat et Awatif (2025) mettent en évidence que la transformation digitale des finances publiques au Maroc soulève des enjeux de gouvernance et des défis de performance qui dépassent la seule dimension technique. Ces travaux rejoignent l'analyse de Lastanti et Djasuli (2024), qui montre que la gestion des flux financiers dans le secteur public à travers la transformation digitale améliore la traçabilité et la fiabilité des opérations.

Ces travaux mettent principalement en avant les bénéfices espérés. Cependant, les effets de la numérisation varient en fonction de certaines conditions telles que les capacités administratives, la qualité des données et l'accès des contribuables aux services, et peuvent être ambigus. La littérature critique mentionne notamment les inégalités d'accès aux services fiscaux numériques, les risques liés à la protection des données et à la cybersécurité, ainsi que les biais potentiels des systèmes automatisés de détection de la fraude (Veale & Brass, 2019). Elle soulève aussi la question de la responsabilité administrative en cas d'erreur d'une décision algorithmique, et les tensions entre le renforcement du contrôle fiscal, la transparence et la protection de la vie privée. Ainsi, la gouvernance publique doit être considérée comme un enjeu institutionnel complexe, plutôt que comme une conséquence forcément positive de la numérisation.

1.2. Gouvernance publique

La gouvernance publique est un ensemble de processus, d'institutions et de mécanismes par lesquels l'autorité exerce l'administration des ressources d'un pays et garantit le bien-être social, en s'appuyant sur des principes de transparence, de responsabilité, d'efficacité et de participation citoyenne. La littérature insiste sur l'importance de renforcer la gouvernance publique dans le but d'accroître l'autorité de l'État, de promouvoir le développement économique et d'optimiser la prestation des services publics, en particulier dans les pays en développement (Fjeldstad & Moore, 2008).

Dans cette optique, la transformation digitale émerge comme un outil clé pour améliorer la gouvernance publique. Amzil, Tourabi et Soufi (2026), dans leur revue systématique de la littérature sur l'innovation, la communication et la gouvernance fiscale, montrent que la digitalisation redéfinit les modes de pilotage de l'administration publique et favorise une gouvernance plus transparente et participative. Dounia et Assem (2026) confirment ce constat dans le contexte marocain, en soulignant que la digitalisation joue un rôle déterminant dans le renforcement de la gouvernance fiscale, notamment à travers une meilleure traçabilité des opérations et un accès facilité à l'information. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, la transformation numérique des administrations constitue un axe stratégique permettant d'améliorer l'efficacité des politiques publiques et la qualité des services rendus aux citoyens (Organisation de coopération et de développement économiques, s.d.).

Dans une optique fiscale, la transformation digitale offre ainsi des solutions novatrices pour améliorer la gouvernance, réduire la corruption et soutenir le développement économique. Quatre dimensions ressortent particulièrement de cette littérature :

D'abord, l'efficacité : la digitalisation et l'automatisation des tâches améliorent la gestion des ressources et des procédures fiscales par l'automatisation des tâches administratives, tout en optimisant la qualité du service public (Lfarh & Kissami, 2025).

Ensuite, la transparence et la responsabilité : en effet, les outils numériques simplifient l'accès à l'information fiscale et le suivi des opérations, renforcent ainsi le contrôle, réduisent la corruption et améliorent la responsabilité, ce qui augmente la confiance entre l'administration et le contribuable (Amzil, Tourabi & Soufi, 2026 ; Dounia & Assem, 2026).

Puis l'équité fiscale : la digitalisation contribue à l'application uniforme des règles fiscales, facilite le contrôle des contribuables et lutte contre les comportements frauduleux (Hayat & Awatif, 2025).

Enfin, la participation et la confiance : Les services fiscaux digitalisés facilitent les démarches, optimisent l'expérience du contribuable et renforcent sa confiance dans les administrations publiques (Conseil Économique, Social et Environnemental, 2022 ; Lastanti & Djasuli, 2024).

Toutefois, ces affirmations requièrent des nuances : en effet, la transparence n'entraîne pas automatiquement la responsabilité, qui nécessite que les acteurs puissent être interrogés, jugés et sanctionnés (Bovens, 2007). De plus, la conformité fiscale ne repose pas seulement sur le contrôle, mais aussi sur la confiance envers l'administration et le sentiment d'équité (Kirchler et al., 2008 ; Alm, 2019).

1.3. Grille d'analyse

La revue qui précède mobilise plusieurs notions, notamment la transparence, la conformité fiscale, l'efficacité, la confiance et la gouvernance, souvent présentées côte à côte comme autant de bénéfices de la numérisation. Pour dépasser cette juxtaposition et construire une problématique, nous les structurons dans une grille à quatre niveaux, complétée par un niveau transversal consacré aux conditions et aux risques (tableau 1). Chaque niveau est défini et mis en relation avec la littérature mobilisée.

Tableau 1. Grille d'analyse des thèmes de la littérature

Niveau	**Contenu**	**Termes que l'on s'attend à trouver dans le corpus**
Facteurs technologiques	Dématérialisation, automatisation, intelligence artificielle, exploitation des données, blockchain (Janowski, 2015) (OCDE, 2020).	Digital government, e-government, digital transformation, artificial intelligence, blockchain
Mécanismes organisationnels	Traçabilité, contrôle, partage de l'information, transformation des processus (Janowski, 2015 ; Margetts & Dunleavy, 2013).	Tax administration, information transparency, governance approach
Résultats administratifs	Efficacité, qualité des services, conformité fiscale (Lfarh & Kissami, 2025 ; Lastanti & Djasuli, 2024).	Public services, tax compliance, tax evasion, tax avoidance
Dimensions de gouvernance	Transparence, responsabilité, équité, confiance (Fjeldstad & Moore, 2008 ; Luttmer & Singhal, 2014).	Transparency, accountability, ethics, tax morale
Conditions et risques (transversal)	Inégalités d'accès, protection des données, biais algorithmiques, responsabilité en cas de décision erronée (Asian Development Bank, 2022 ; Busuioc, 2021 ; Conseil économique, social et environnemental, 2022).	Data protection, cybersecurity, algorithmic bias, digital divide

Source : Auteurs

2. Méthodologie de recherche

Le but de cette étude est d'explorer comment la littérature scientifique dans Scopus traite du lien entre la numérisation de l'administration fiscale et la gouvernance publique. Pour cela, une analyse bibliométrique se révèle particulièrement pertinente, car elle permet de mieux comprendre la structuration d'un domaine, d'en dégager les principaux thèmes et d'identifier les interconnexions entre différents concepts à partir des données issues des publications. Les résultats se manifestent sous la forme d'une cartographie de la littérature recensée dans

Scopus, sans pour autant prétendre à une représentation exhaustive de l'ensemble des recherches internationales sur ce sujet.

2.1. Base de données et stratégie de recherche

Scopus a été retenue pour la couverture qu'elle offre de la production scientifique en gestion, en économie et en sciences sociales. La recherche a porté sur le titre, le résumé et les mots-clés (champ TITLE-ABS-KEY) avec l'équation suivante, exécutée le 14/04/2026 :

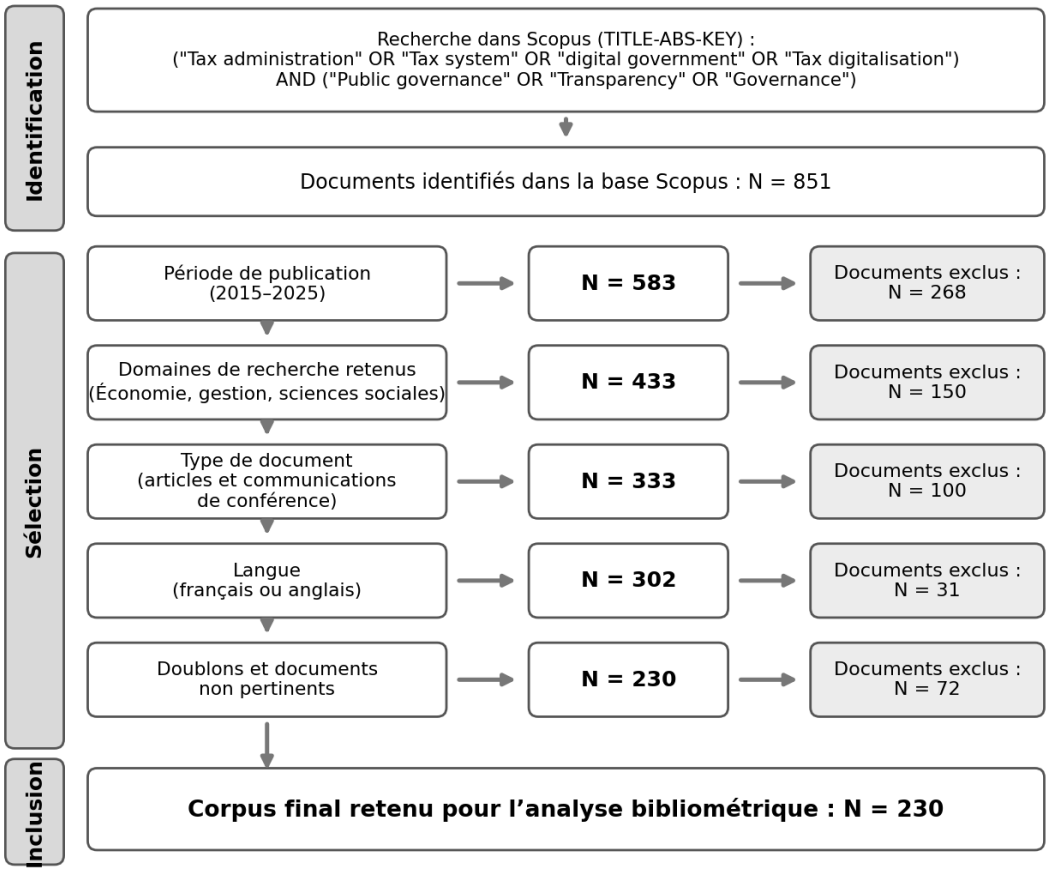
```
TITLE-ABS-KEY (( "Tax administration" OR "Tax system" OR "digital
government" OR "Tax digitalisation" ) AND ( "Public governance" OR
"Transparency" OR "Gouvernance "))
```

Cette équation a permis d'identifier 851 documents publiés entre 2015 et 2025 avant l'application des filtres décrits ci-dessous. Elle repose sur une combinaison de deux blocs : le premier regroupe des termes liés à la fiscalité et au numérique, tandis que le second rassemble des expressions portant sur la gouvernance et la transparence. Ce choix méthodologique entraîne deux conséquences importantes qui méritent d'être clarifiées. D'une part, le premier bloc ne requiert pas la coexistence de termes fiscaux et numériques dans un même document : un texte peut ainsi être sélectionné s'il contient les termes « Tax system » et « Transparency », même s'il n'aborde pas spécifiquement la numérisation. D'autre part, l'utilisation de termes généraux comme « Transparency » peut inclure des documents ne traitant que de manière marginale de l'administration fiscale, tandis que l'exigence de concepts liés à la gouvernance peut exclure certains travaux sur la fiscalité numérique qui n'emploient pas ces notions. Ces effets sont pris en considération dans l'analyse des résultats ainsi que dans l'évaluation des limites de l'étude. Les résultats ont été extraits au format CSV et importés dans le logiciel Vosviewer pour analyse.

2.2. Critères de sélection et constitution du corpus

La sélection suit un diagramme inspiré de PRISMA (Page et al., 2021), présenté à la figure 1. Le tableau 2 détaille les critères appliqués. Le corpus final compte 230 documents ; ce nombre est celui sur lequel reposent toutes les analyses présentées dans l'article.

Figure N°2 : Protocole PRISMA de sélection



Source : Auteurs

Quatre précisions complètent ces critères. Premièrement, les publications retenues peuvent porter sur l'administration fiscale ou, plus largement, sur le gouvernement numérique et le système fiscal, puisque la requête associe les termes Tax administration, Tax system et digital government. Les documents non pertinents sont ensuite écartés à l'étape 5. Deuxièmement, aucun lien explicite entre fiscalité et gouvernance n'est exigé : le critère d'entrée repose sur la présence des termes de la requête dans le titre, le résumé ou les mots-clés, sans garantir que chaque document établisse un tel lien. Troisièmement, les doublons et les documents hors sujet sont éliminés à l'étape 5, au cours de laquelle 72 documents sont écartés. Quatrièmement, seuls les documents rédigés en français ou en anglais sont retenus, ce qui peut exclure des travaux publiés dans d'autres langues.

2.3. Paramètres bibliométriques

Les données ont été exportées de Scopus au format CSV, puis importées dans Vosviewer (van Eck & Waltman, 2010). L'analyse bibliométrique du réseau porte exclusivement sur les

cooccurrences de mots-clés ; aucune analyse de co-citation n'a été réalisée. Les statistiques descriptives (évolution, pays, auteurs, domaines et types de documents) sont issues des fonctions d'analyse de Scopus. Dans ces analyses, chaque document est comptabilisé une fois pour chaque pays mentionné dans ses affiliations et une fois pour chaque domaine auquel est rattachée la revue qui l'a publié. Les totaux par pays ou par domaine peuvent donc dépasser le nombre total de documents. Le tableau 3 présente les paramètres de la cartographie.

Tableau 3. Paramètres de la cartographie VOSviewer

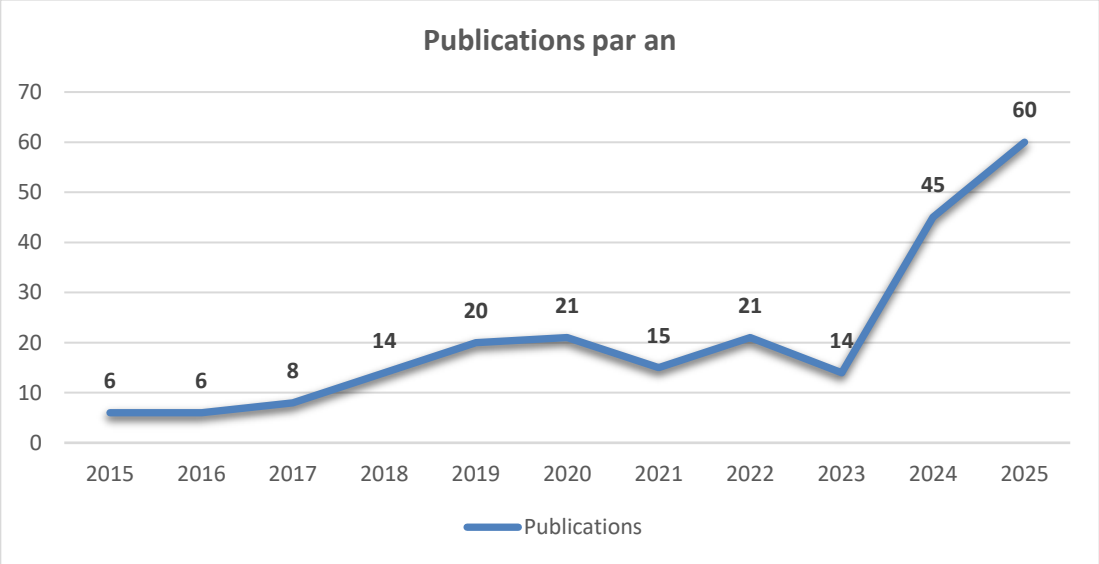
Paramètre	**Valeur retenue**
Données importées de Scopus	format CSV, avec titre, résumé, auteurs, mots-clés, affiliations, citations
Unité d'analyse	All keywords
Méthode de comptage	Comptage complet
Seuil minimal d'occurrences	5
Nombre de mots-clés retenus	39 sur 1269 mots
Nettoyage et normalisation	Suppression des termes trop génériques par exemple : (article, China, ethics…)

Source : Auteurs, via Vosviewer

3. Résultats

3.1. Analyse descriptive de la production scientifique

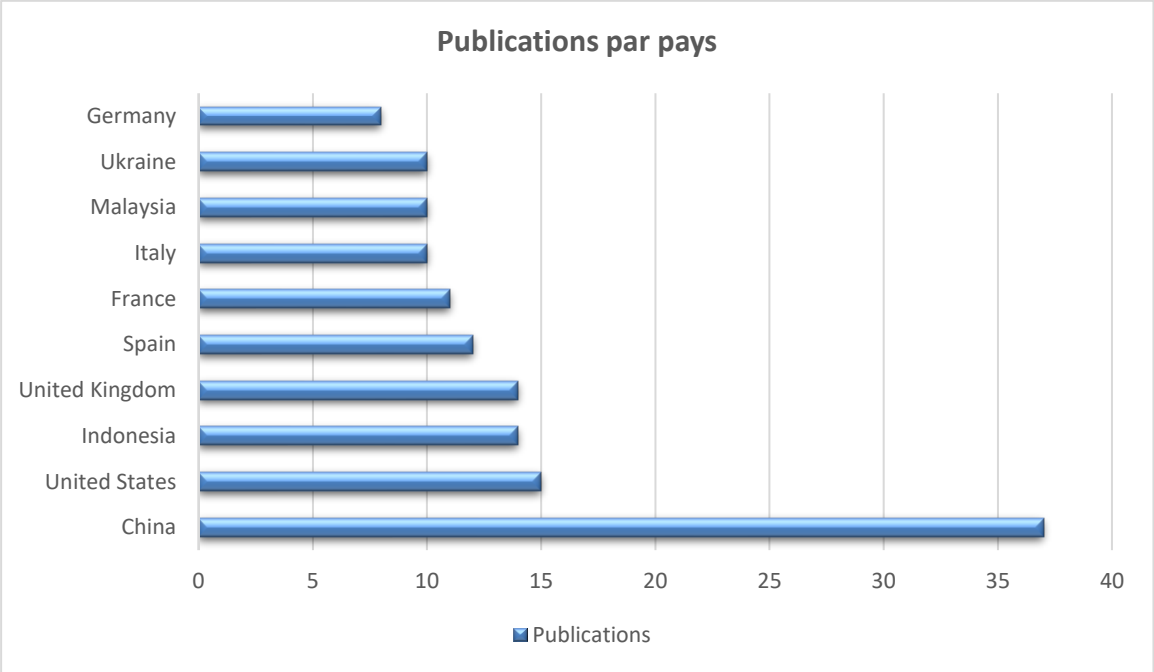
Figure N°2 : Évolution de la production scientifique dans le temps



Source: Scopus

La Chine arrive en tête avec 37 documents (environ 16 % du corpus), suivie des États-Unis (15), puis du Royaume-Uni et de l'Indonésie (14 chacun). Ce classement reste partiel : les dix premiers pays concentrent 141 des 315 occurrences, sur un total de 85 pays recensés. Selon la méthode du comptage complet, chaque document est comptabilisé une fois pour chaque pays représenté dans les affiliations de ses auteurs, et non uniquement pour le pays du premier auteur. Les 58 documents associant plusieurs pays sont donc comptés plusieurs fois. À titre de vérification, le comptage fractionnaire maintient la Chine en première position (33,2), mais place l'Indonésie (12,0), l'Espagne (11,3) et les États-Unis (10,8) devant le Royaume-Uni (9,5). Les écarts observés peuvent refléter des différences de priorités de recherche, de développement des systèmes numériques publics ou de taille des communautés académiques. Ces facteurs n'étant pas mesurés ici, ils constituent uniquement des pistes d'interprétation.

Figure N°3 : Productions scientifiques par pays

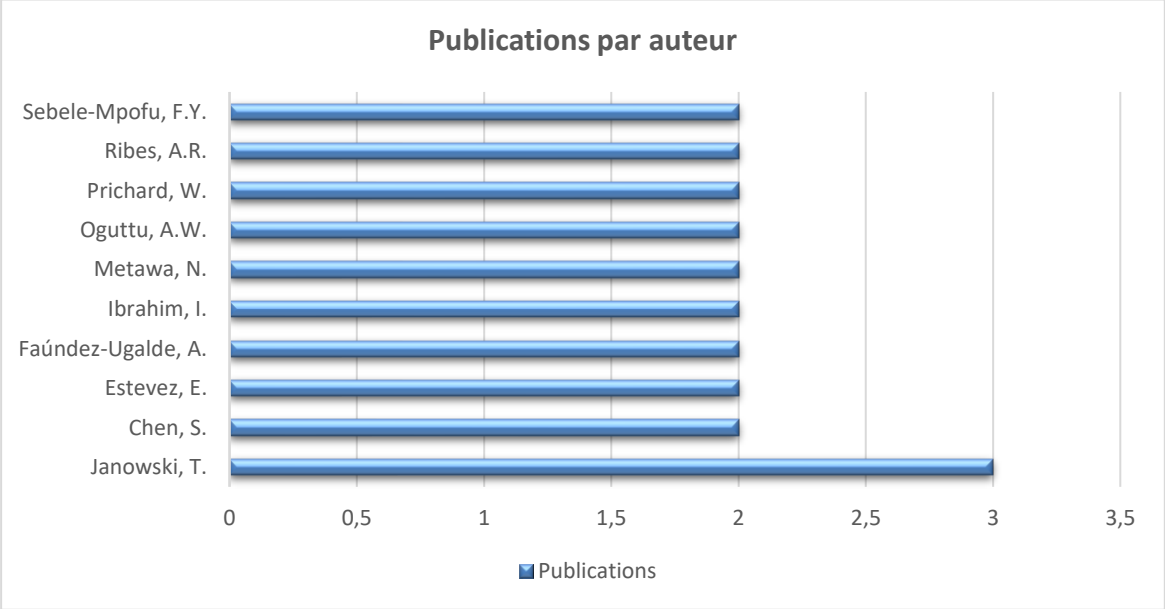


Source: Scopus

La Chine se classe en tête avec 37 documents, soit environ 16 % du corpus, suivie des États-Unis (15), du Royaume-Uni et de l'Indonésie (14 chacun), de l'Espagne (12), de la France (11), puis de l'Italie, de la Malaisie et de l'Ukraine (10 chacune), et enfin de l'Allemagne (8). Ce classement est partiel : il présente uniquement les dix premiers pays, qui totalisent 141 occurrences, tandis que le corpus couvre N pays au total (nombre à préciser). Selon la méthode du comptage complet, chaque document est comptabilisé pour chacun des pays

figurant dans les affiliations de ses auteurs ; une publication issue d'une collaboration internationale est donc comptée plusieurs fois. Les écarts observés peuvent refléter des différences dans les priorités de recherche, le degré de développement des systèmes numériques publics ou la taille des communautés académiques. Ces facteurs n'étant pas mesurés ici, ils constituent uniquement des pistes d'interprétation.

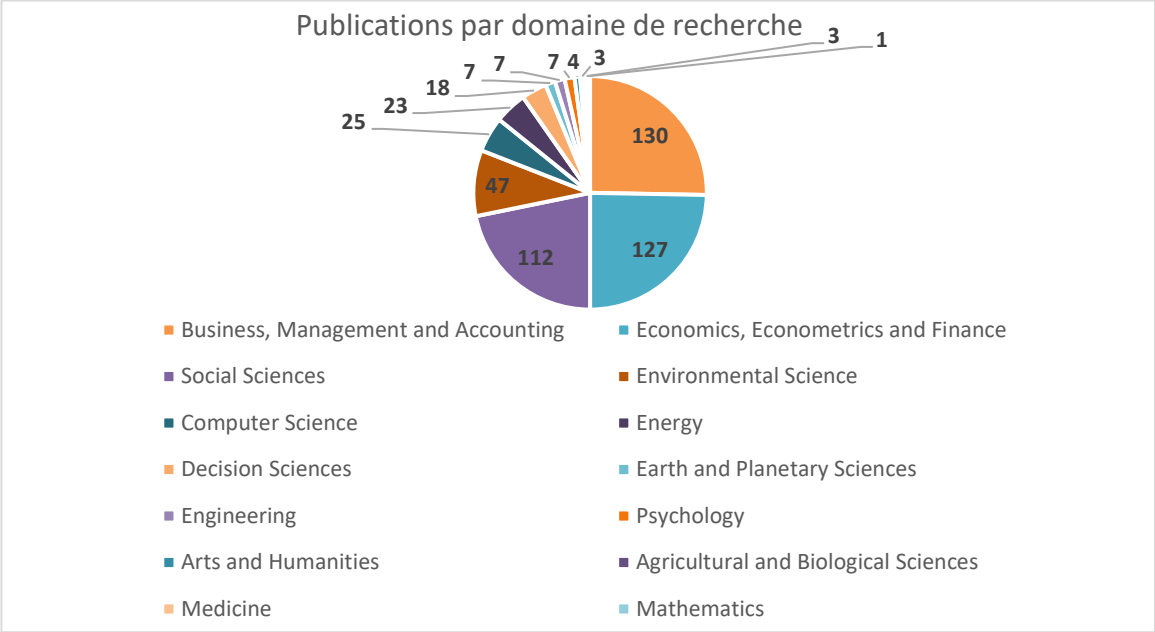
Figure N°4 : Productions scientifiques par auteur



Source: Scopus

Le graphique présente uniquement les dix auteurs les plus productifs parmi les 601 auteurs distincts recensés à partir de leurs identifiants Scopus. Janowski T. est le seul à avoir publié trois documents ; douze auteurs en comptent deux, dont neuf apparaissent sur le graphique : Chen S., Estevez E., Faúndez-Ugalde A., Ibrahim I., Metawa N., Oguttu A. W., Prichard W., Ribes A. R. et Sebele-Mpofu F. Y. Aucun auteur ne dépasse trois documents dans le corpus de 230 documents, ce qui témoigne d'une faible concentration de la production parmi les auteurs recensés. Ce constat concerne la productivité, mesurée par le nombre de documents, et non l'influence scientifique : un volume élevé de publications ne traduit pas nécessairement une contribution théorique plus importante. L'évaluation de cette influence nécessiterait des indicateurs de citation ou une analyse des réseaux de collaboration, qui ne sont pas mobilisés ici.

Figure N°5 : Productions scientifiques par domaine de recherche

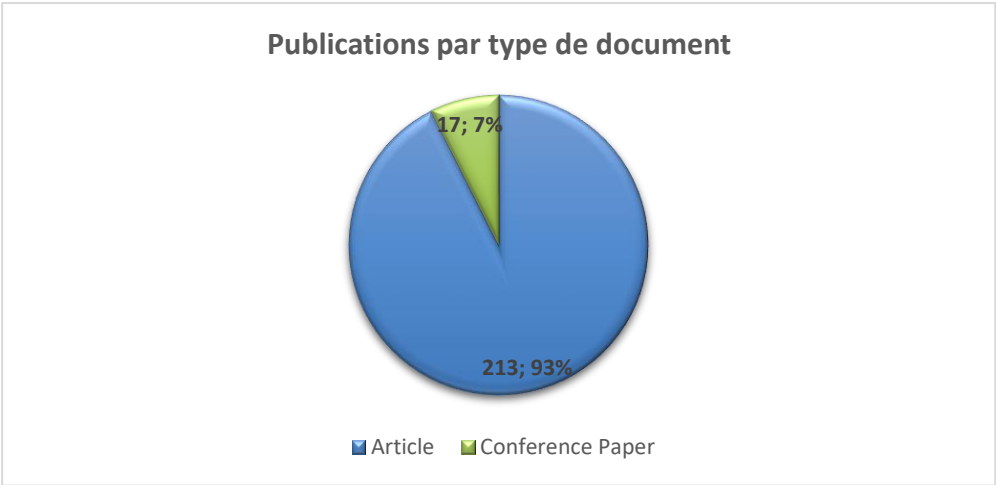


Source: Scopus

La distribution des publications par domaine de recherche révèle une forte concentration dans les disciplines des sciences de gestion et des sciences économiques, suivie des sciences sociales.

Cette dominance reflète le caractère principalement managérial, économique et institutionnel du sujet étudié. De plus, la présence de domaines tels que l'informatique, l'ingénierie et les sciences de l'environnement confirme le caractère multidisciplinaire de la digitalisation de l'administration et de la gouvernance publique, bien que ces contributions restent secondaires.

Figure N°6 : Productions scientifiques par type de document

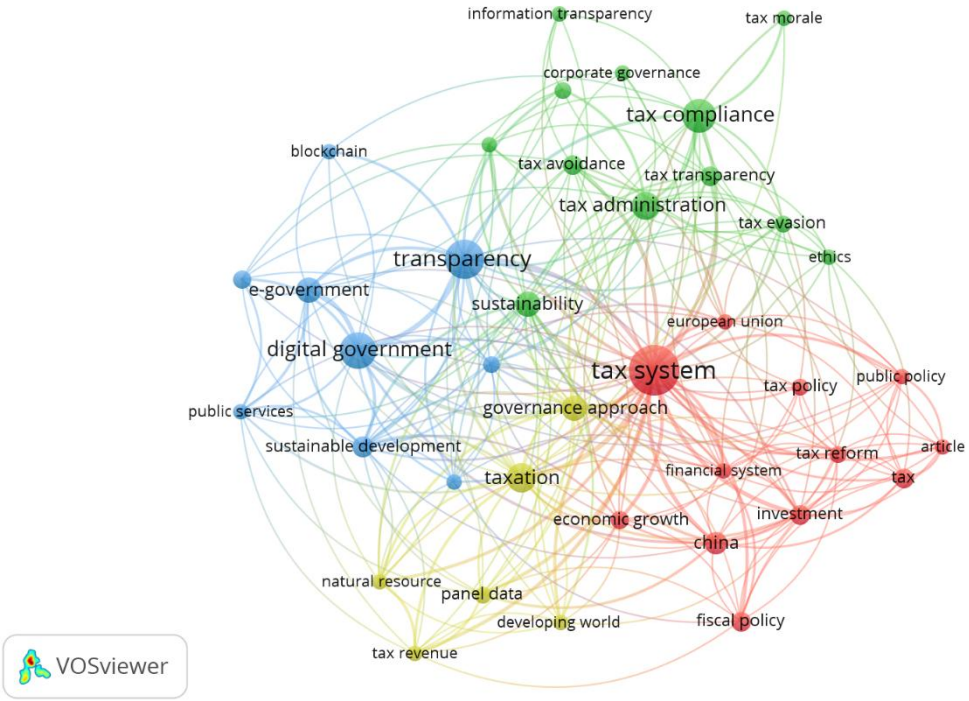


Source: Scopus

Le corpus comprend 213 articles (92,6 %) et 17 communications de conférence (7,4 %). Cette répartition indique que la littérature indexée paraît principalement dans des revues académiques. Elle ne permet toutefois pas, à elle seule, de déterminer le degré de maturité du champ. Une telle évaluation nécessiterait des indicateurs complémentaires, tels que l'évolution des citations, la stabilité des réseaux de références, la consolidation des cadres théoriques ou la structuration des communautés scientifiques.

3.2. Cartographie des réseaux scientifiques et des thématiques de recherche

Figure N°7 : Cooccurrences des mots-clés



Source : Via Vosviewer

La carte, dont les paramètres sont présentés au tableau 3, organise les mots-clés en quatre regroupements (tableau 4). La taille des nœuds reflète la fréquence des termes, tandis que l'épaisseur des liens indique leur fréquence de cooccurrence. Les termes les plus visibles sont tax system, transparency, digital government, tax compliance, tax administration et taxation. Parmi eux, la transparence, le système fiscal et le gouvernement numérique jouent un rôle de passerelle entre les regroupements.

Tableau N°4 : Regroupements thématiques issus de la cartographie des cooccurrences

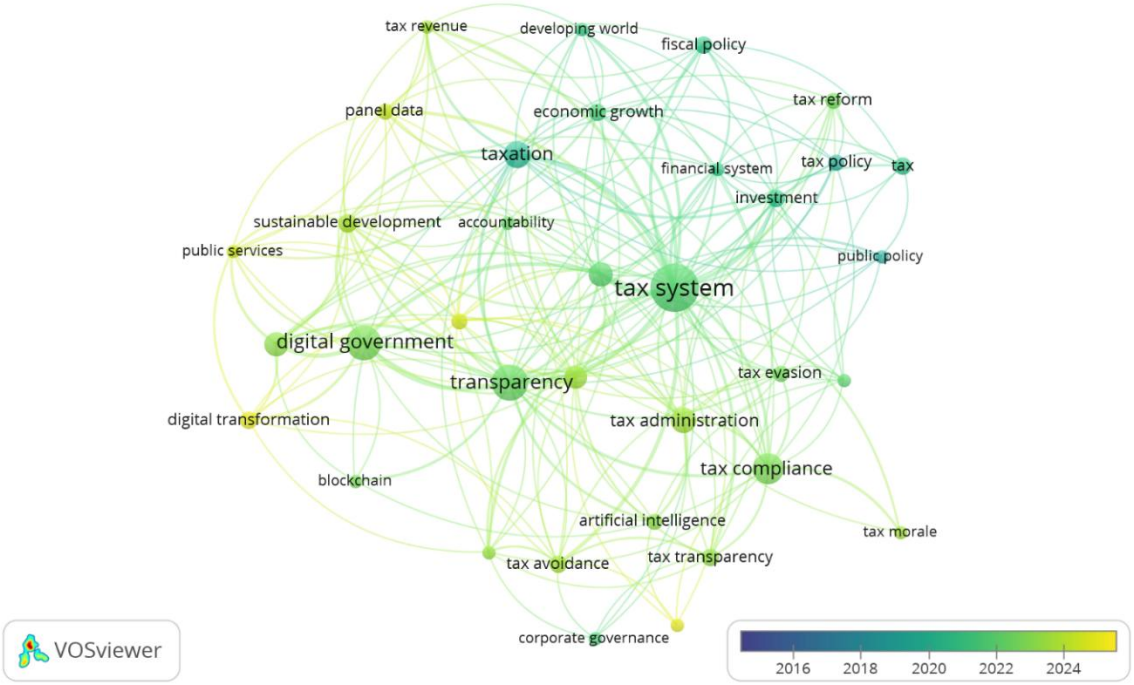
Cluster	Couleur	Termes principaux visibles sur la carte	Lecture thématique
1	Bleu	digital government, e-government, transparency, blockchain, public services, sustainable development	Gouvernement numérique et transparence
2	Vert	tax compliance, tax administration, tax avoidance, tax evasion, tax transparency, tax morale, ethics, corporate governance, information transparency, sustainability	Conformité, administration et transparence fiscales
3	Rouge	tax system, tax policy, tax reform, fiscal policy, economic growth, investment, financial system, China, European Union, public policy	Système fiscal, politique fiscale et croissance économique
4	Jaune	taxation, governance approach, tax revenue, developing world, panel data, natural resource	Fiscalité, recettes fiscales et pays en développement

Source : Auteurs, via Vosviewer

Le premier regroupement (bleu) associe le gouvernement numérique, l'administration en ligne et la transparence, ainsi que, de manière plus périphérique, la blockchain et les services publics. Le deuxième (vert) s'articule autour de la conformité et de l'administration fiscale ; il réunit également l'évasion et l'évitement fiscaux, la moralité fiscale et l'éthique. Le troisième (rouge) s'inscrit dans une perspective macroéconomique, autour du système fiscal, de la politique fiscale, de la croissance et de l'investissement. Le quatrième (jaune) porte sur la mobilisation des recettes fiscales, notamment dans les pays en développement. Deux précautions doivent guider l'interprétation de ces regroupements. Premièrement, la présence de deux termes dans un même groupe ne démontre pas l'existence d'une relation théorique forte entre les concepts correspondants : elle traduit leur cooccurrence dans les mêmes documents. Deuxièmement, plusieurs termes centraux, tax system, tax administration, digital government et transparency, figurent dans l'équation de recherche ; leur position est donc en partie déterminée par la requête. Les regroupements rouges et jaunes, qui concernent la politique fiscale générale et le développement, dépassent le cadre de la numérisation. Ils

peuvent ainsi refléter la portée large des termes de la requête autant qu'un lien spécifique avec la transformation numérique.

Figure N°8 : Évolution des cooccurrences des mots-clés entre 2016 et 2024



Source : Via Vosviewer

Sur la carte temporelle, la couleur de chaque terme indique l'année moyenne de publication des documents dans lesquels il apparaît, du bleu pour les plus anciens au jaune pour les plus récents. À elle seule, cette couleur ne permet pas de conclure qu'un thème est nouveau, dominant ou en forte croissance. Les valeurs recalculées à partir de l'export Scopus (tableau 5) placent taxation (2020,1) et tax system (2021,7) dans la période la plus ancienne ; transparency, digital government, tax compliance, blockchain, artificial intelligence et tax administration dans une période intermédiaire (2022 à 2023) ; et public services (2024,0) ainsi que digital transformation (2024,4) parmi les termes les plus récents.

Tableau N°5 : Termes sélectionnés, occurrences et année moyenne de publication

Terme	Position sur l'échelle de la carte	Occurrences (documents)	Année moyenne
tax system	Plus ancienne	54	2021,7
taxation	Plus ancienne	18	2020,1
transparency	Intermédiaire	32	2022,1
digital government	Intermédiaire	28	2022,5
tax compliance	Intermédiaire	23	2022,5
blockchain	Intermédiaire	5	2022,4
artificial intelligence	Intermédiaire	6	2022,8
tax administration	Intermédiaire	16	2023,2
public services	Plus récente	5	2024,0
digital transformation	Plus récente	7	2024,4

Source: Scopus, Vosviewer

Ces positions indiquent l'année moyenne de publication des travaux associés à chaque terme. Elles suggèrent une évolution relative du corpus, des thèmes généraux de politique fiscale vers ceux du gouvernement numérique et de la transformation numérique, sans toutefois permettre de conclure à une croissance rapide de ces derniers ni à leur prédominance.

3.3. Confrontation avec la grille d'analyse

Le tableau 6 met en regard les termes observés sur les cartes et les niveaux de la grille présentée en section 1.3. Il distingue les dimensions bien représentées, celles qui restent périphériques et celles qui ne peuvent être évaluées à partir du corpus. Cette lecture dépend toutefois du seuil d'occurrences retenu dans VOSviewer : fixé à cinq occurrences, il ne permet de retenir que 39 des 1 269 mots-clés. Ainsi, l'absence d'un terme sur la carte indique qu'il apparaît moins de cinq fois, et non qu'il est absent du corpus.

Tableau N°6 : Confrontation de la grille d'analyse et des résultats

Niveau de la grille	Termes observés sur les cartes	Statut dans le corpus
Facteurs technologiques	digital government et e-government (centraux) ; blockchain, artificial intelligence et digital transformation (périphériques ; la transformation numérique est le terme le plus récent)	Représentés ; la composante avancée (intelligence artificielle, blockchain) reste périphérique
Mécanismes organisationnels	tax administration, information transparency, governance approach	Partiellement représentés ; traçabilité, partage de l'information et transformation des processus n'apparaissent pas comme termes propres
Résultats administratifs	tax compliance, tax evasion, tax avoidance (centraux); public services (périphériques)	Conformité fortement représentée ; efficacité et qualité des services plus périphériques
Dimensions de gouvernance	transparency (central), tax transparency; accountability, ethics, tax morale (périphériques)	Transparence centrale ; responsabilité et éthique périphériques ; équité et confiance non évaluables directement
Conditions et risques	Aucun terme relatif à la protection des données, à la cybersécurité, aux biais algorithmiques ou à l'inclusion numérique n'atteint le seuil de 5 occurrences (« data protection » et « trust » : 3 occurrences chacun)	Marginaux ou non évaluables à partir de cette cartographie

Source : Auteurs

Au regard des relations R1 à R3, la carte met en évidence un lien entre technologies et transparence : les termes digital government et e-government sont fortement reliés à transparency au sein du regroupement bleu. La transparence est également reliée au regroupement vert, qui comprend tax compliance, tax transparency et tax administration. La littérature indexée associe ainsi technologies, transparence et conformité fiscale. En revanche, les liens avec la responsabilité, l'équité et la confiance restent peu visibles (R3), tandis qu'aucun terme relatif aux conditions et aux risques n'atteint le seuil d'occurrences retenu

(R4). Une cooccurrence ne démontre toutefois aucun lien causal : elle indique uniquement les associations visibles, ou non, dans la littérature indexée entre les niveaux de la grille.

4. Discussion

Trois niveaux d'analyse doivent être distingués : le constat bibliométrique, qui décrit la fréquence et les associations de certains mots-clés dans le corpus ; l'interprétation scientifique, selon laquelle ces associations suggèrent que la littérature articule la transformation numérique avec des enjeux de gouvernance ; et la démonstration empirique, qui établit que les technologies numériques produisent des améliorations mesurables de la transparence, de la confiance ou de la conformité fiscale. Cette étude porte sur les deux premiers niveaux, sans apporter de démonstration relevant du troisième.

Constat.Le corpus est dominé par des travaux en gestion, en économie et en sciences sociales, dont la production augmente fortement en 2024 et 2025. La transparence, le système fiscal et la conformité fiscale en constituent les termes centraux. Le gouvernement numérique forme un regroupement distinct, relié aux autres par la transparence. L'intelligence artificielle, la transformation numérique et la blockchain sont présentes, mais occupent une position périphérique. La transformation numérique est le terme le plus récent, avec une année moyenne de publication de 2024.

Interprétation. Au regard des relations proposées en section 1.3, le corpus documente principalement le segment technologies–transparence–conformité (R1 à R3). Les liens avec la responsabilité, l'équité et la confiance, ainsi que les conditions et les risques (R4), restent peu visibles. Dans le corpus indexé, la numérisation est donc associée à la gouvernance essentiellement par deux entrées : la transparence et la conformité fiscale. Cette lecture rejoint les travaux de la revue de littérature qui présentent la transparence et la responsabilité comme des piliers d'une gouvernance publique efficace (Amzil et al., 2026 ; Dounia & Assem, 2026). Elle suggère également que le champ relève davantage de la gouvernance fiscale, centrée sur les règles, le contrôle et la conformité, que de la gouvernance publique au sens large, qui intégrerait plus explicitement la participation citoyenne et la confiance. Ces dernières dimensions ne ressortent pas parmi les termes retenus ; la moralité fiscale et l'éthique n'en constituent, au mieux, que des indicateurs indirects. Or, la conformité dépend aussi de motivations non pécuniaires et de normes sociales (Luttmer & Singhal, 2014). La faible visibilité du terme accountability est également notable, puisque la transparence ne garantit pas, à elle seule, l'exercice de la responsabilité (Bovens, 2007).

Ce que les résultats ne démontrent pas. La revue de littérature rapporte que la numérisation améliore la traçabilité, la fiabilité des informations et la détection de la fraude, réduit les asymétries d'information entre l'administration et les contribuables et renforce la confiance (Lfarh & Kissami, 2025 ; Lastanti & Djasuli, 2024). Ces propositions sont plausibles et constituent des hypothèses à discuter, mais les cartes bibliométriques ne permettent pas de les tester. La présence de l'intelligence artificielle et de la blockchain dans le corpus ne prouve donc pas que ces outils améliorent la gouvernance. De même, la hausse du nombre de publications ne signifie pas que les effets de la numérisation fiscale sont établis.

Effets ambivalents. La littérature critique souligne que la numérisation peut également comporter des risques : exclusion des contribuables ayant un accès limité aux services numériques, dépendance technologique, surveillance accrue, erreurs algorithmiques et opacité des systèmes automatisés (Busuioc, 2021 ; Asian Development Bank, 2022). Elle soulève aussi des enjeux de protection des données, de cybersécurité et de responsabilité administrative en cas de décision erronée, ainsi qu'une tension entre le renforcement du contrôle fiscal, la transparence et la protection de la vie privée. Ces dimensions ne figurent pas parmi les termes retenus sur les cartes. Elles constituent le principal angle peu traité mis en évidence par l'étude : la littérature indexée associe davantage la numérisation fiscale à la transparence et à la conformité qu'à ses conditions d'inclusion et à ses risques.

Portée méthodologique. Ces constats doivent être interprétés à la lumière des choix de la requête. Les termes de l'équation de recherche correspondant en partie aux termes centraux des cartes, leur centralité découle donc, pour partie, de la construction du corpus. Celui-ci comprend également des travaux de politique fiscale générale, présents dans

Conclusion

Cette analyse bibliométrique, fondée sur 230 documents indexés dans Scopus entre 2015 et 2025 et sur une cartographie des cooccurrences de mots-clés réalisée avec VOSviewer, apporte les réponses suivantes à la problématique posée. Sur le plan descriptif, la production scientifique augmente fortement en 2024 et 2025. Elle relève principalement de la gestion, de l'économie et des sciences sociales, se concentre sur quelques pays (Chine, États-Unis, Royaume-Uni et Indonésie) et ne fait apparaître aucun auteur dominant parmi les dix premiers. Sur le plan thématique, le corpus s'articule autour de quatre regroupements : gouvernement numérique et transparence ; conformité, administration et transparence fiscales ; système et politique fiscaux ; fiscalité et pays en développement. La transparence, le système

fiscal et la conformité fiscale occupent une position centrale, tandis que la transformation numérique apparaît comme le terme le plus récent. Au regard de la grille d'analyse, les facteurs technologiques, la conformité fiscale et la transparence sont bien représentés. En revanche, la responsabilité, la confiance, l'équité, l'inclusion numérique, la protection des données et les décisions automatisées sont peu visibles ou ne peuvent être évaluées à partir du corpus. La contribution de l'étude réside dans la proposition d'une synthèse structurée des liens établis, dans la littérature indexée, entre technologies numériques, mécanismes administratifs et dimensions de gouvernance. Cette synthèse constitue une interprétation des résultats bibliométriques, et non une démonstration des effets de la numérisation sur la gouvernance publique. L'étude présente quatre principales limites. Premièrement, le recours exclusif à Scopus peut écarter des contributions indexées dans d'autres bases ou publiées dans d'autres langues. Deuxièmement, la requête, qui combine des termes larges sans exiger la présence simultanée de termes fiscaux et numériques, a orienté la sélection du corpus. Elle peut ainsi laisser certaines dimensions sous-explorées tout en incluant des travaux périphériques. Troisièmement, la procédure d'élimination des doublons et des documents non pertinents, qui a conduit à écarter 72 documents à l'étape 5, ainsi que les paramètres de VOSviewer (seuil, nettoyage des termes et regroupement), comportent des incertitudes qui affectent la reproductibilité des résultats. Enfin, l'interprétation des cartes demeure en partie qualitative. Plusieurs pistes de recherche découlent de ces constats. Une stratégie de recherche plus robuste pourrait combiner plusieurs synonymes autour de trois ensembles — administration fiscale, transformation numérique et gouvernance publique — et croiser plusieurs bases de données. De futurs travaux pourraient examiner les facteurs d'adoption des technologies numériques par les administrations fiscales, la confiance dans ces outils, les effets distributifs de la numérisation, la gouvernance des données fiscales et la responsabilité algorithmique. Enfin, des études empiriques de long terme permettraient d'évaluer l'impact de la numérisation sur la performance des systèmes fiscaux et d'identifier les conditions institutionnelles nécessaires pour que la modernisation numérique contribue réellement à une gouvernance plus équitable.

REFERNCES

Alm, J. (2019). What motivates tax compliance? *Journal of Economic Surveys*, *33*(2), 353–388.

Bovens, M. (2007). Analysing and assessing accountability: A conceptual framework. *European Law Journal*, *13*(4), 447–468.

Alm, J. (2019). What motivates tax compliance? *Journal of Economic Surveys*, *33*(2), 353–388.

Amzil, M., Tourabi, A., & Soufi, H. (2026). Innovation, communication et gouvernance fiscale de l'administration publique à l'ère de la digitalisation : une revue de littérature systématique. *International Journal of Accounting Finance, Auditing Management and Economics*, *7*(1), 563–578.

Bovens, M. (2007). Analysing and assessing accountability: A conceptual framework. *European Law Journal*, *13*(4), 447–468.

Conseil économique, social et environnemental. (2022). *Vers une transformation digitale responsable et inclusive*. CESE.

Donthu, N., Kumar, S., Mukherjee, D., Pandey, N., & Lim, W. M. (2021). How to conduct a bibliometric analysis: An overview and guidelines. *Journal of Business Research*, *133*, 285–296.

Dounia, G. A. G. A., KAIZAR, C., AGOUDAL, A., BENARBI, H., & HILMI, Y. (2025). Transformation digitale et mutation du métier de contrôleur de gestion: revue de littérature et perspectives. Revue Française d'Economie et de Gestion, 6(3).

Dounia, K., & Assem, A. (2026). Le rôle de la digitalisation dans la gouvernance fiscale au Maroc. *International Journal of Economic Studies and Management (IJESM)*, *6*(1), 20.

Dunleavy, P., Margetts, H., Bastow, S., & Tinkler, J. (2006). New public management is dead—long live digital-era governance. *Journal of Public Administration Research and Theory*, *16*(3), 467–494.

ESSAHLI, F. E., & HILMI, Y. (2026). Digitalisation et transformation du contrôle de gestion: vers un rôle de business partner. Agence Francophone, 689-706.

Fjeldstad, O.-H., & Moore, M. (2008). Tax reform and state-building in a globalised world. In D. Bräutigam, O.-H. Fjeldstad, & M. Moore (Eds.), *Taxation and state-building in developing countries: Capacity and consent* (pp. 235–260). Cambridge University Press.

Janowski, T. (2015). Digital government evolution: From transformation to contextualization. *Government Information Quarterly*, *32*(3), 221–236.

HILMI, Y., & KAIZAR, C. (2023). Le contrôle de gestion à l'ère des nouvelles technologies et de la transformation digitale. Revue Française d'Economie et de Gestion, 4(4).

Hilmi, Y., & Fatine, F. E. (2022). Transformation digitale des cabinets d'audit par les réseaux sociaux: Cas de KPMG. International Journal of Economics and Management Sciences, 1(1).

HILMI, Y., & HELMI, D. (2024). Impact du big data sur le métier de contrôleur de gestion: Analyse bibliométrique et lexicométrique de la littérature. Journal of Academic Finance, 15(1), 74-91.

Kirchler, E., Hoelzl, E., & Wahl, I. (2008). Enforced versus voluntary tax compliance: The "slippery slope" framework. *Journal of Economic Psychology*, *29*(2), 210–225.

Lastanti, N., & Djasuli, M. (2024). Managing financial flows in the public sector through digital transformation. *Eduvest – Journal of Universal Studies*, *4*(8), 7542–7548.

Lfarh, A., & Kissami, R. (2025). Modernisation des administrations fiscales : Digitalisation, intelligence artificielle et défis de la gouvernance fiscale au Maroc. *Management Control, Auditing and Finance Review (MCAFR)*, *2*(1), 11–27.

Mabroumi, H., & Aissaoui, A. (2025). La transformation digitale des finances publiques au Maroc : enjeux de gouvernance et défis de performance. *International Journal of Applied Management and Economics*, *2*(17), 293–308.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2020). *Tax Administration 3.0: The digital transformation of tax administration*. OECD Publishing.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (s.d.). *Transformation numérique*. OCDE. https://www.oecd.org/fr/topics/policy-issues/digital-transformation.html

Page, M. J., McKenzie, J. E., Bossuyt, P. M., et al. (2021). The PRISMA 2020 statement: An updated guideline for reporting systematic reviews. *BMJ*, *372*, n71.

van Eck, N. J., & Waltman, L. (2010). Software survey: VOSviewer, a computer program for bibliometric mapping. *Scientometrics*, *84*(2), 523–538.

Veale, M., & Brass, I. (2019). Administration by algorithm? Public management meets public sector machine learning. In K. Yeung & M. Lodge (Eds.), *Algorithmic regulation* (pp. 121–149). Oxford University Press.

Zupic, I., & Čater, T. (2015). Bibliometric methods in management and organization. *Organizational Research Methods*, *18*(3), 429–472.